

---

Adresse du conseil-général de Lille qui se plaint des calomnies portées contre cette commune, lors de la séance du 23 ventôse an II (13 mars 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Adresse du conseil-général de Lille qui se plaint des calomnies portées contre cette commune, lors de la séance du 23 ventôse an II (13 mars 1794). In: Tome LXXXVI - Du 13 au 30 ventôse an II (3 au 20 mars 1794) pp. 410-411;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1965\\_num\\_86\\_1\\_30901\\_t1\\_0410\\_0000\\_7](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1965_num_86_1_30901_t1_0410_0000_7)

---

Fichier pdf généré le 22/01/2023

269 paires de bas, deux culottes, trois paires de guêtres, deux mouchoirs, 7 cols, 73 paires de souliers, une paire de bottes, 69 draps de lit; et à l'hôpital de Poitiers, deux tonneaux de charpie.

Mention honorable, insertion au bulletin (1).

## 8

Les membres composant le conseil-général de la commune de Lille écrivent à la Convention nationale, pour lui marquer leur surprise de voir leur commune poursuivie par la calomnie, malgré l'ardent amour que toujours elle a manifesté pour la liberté.

« Nous sommes nous, disent-ils, démentis un seul instant, depuis la fuite des féroces Autrichiens ? nos portes se sont-elles ouvertes au perfide Dumouriez ? n'avons-nous pas rejeté toutes idées de fédéralisme, avec l'horreur qu'elles inspirent aux hommes libres ?

« Que celui qui veut nous inculper, prouve des faits contre cette commune ; nous l'en défions devant la République entière.

« Sans doute, législateurs, il est encore parmi nous des ennemis cachés de la chose publique ; mais nous les arrêtons dès qu'il sont connus, et le glaive de la loi les frappe aussitôt qu'ils sont déclarés coupables.

« Représentans, nous vous le disons avec franchise, les citoyens de la commune de Lille sont républicains, révolutionnaires ; seulement ils ne croient point et ne croiront jamais à la pureté des principes de ceux qui leur parleront de vertus et n'auront point de mœurs.

« Citoyens représentans, nous méprisons assez la calomnie pour n'en plus parler davantage ; sentinelles vigilantes de l'un des premiers bastions de la République, les Lillois seront toujours dignes d'eux, et mériteront toujours le poste qui leur est confié : ils vous invitent à ne point désespérer du vôtre, que la République triomphante ne soit reconnue par les tyrans qui veulent la détruire, et dont le premier supplice sera d'être forcés de l'admirer ».

Mention honorable, insertion au bulletin (2).

[Lille, s. d.] (3).

« Législateurs,

Malgré notre amour pour la liberté, l'odieuse calomnie veut donc aussi nous poursuivre ! Nous ferons cette remarque aussi simple que frappante, qu'elle ne poursuivait pas Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulon, etc., mais c'est nous qu'elle attaque ! Nous qui avons hautement voué la haine la plus implacable aux rois, aux patriciens, aux prêtres, aux riches égoïstes. Si nous sommes moins exaltés que dans le Midi, c'est l'effet de notre climat, mais nos cœurs sont tout de flamme, mais nous frappons des coups plus sûrs, et nous voyons le danger avec cette fermeté froide qui le fait éviter ou le vaincre.

Si nous sommes plus lents, notre marche en est plus certaine, et nous en découvrons mieux les pièges que l'on nous tend sans cesse. Malgré cette lenteur que l'on veut nous reprocher, com-

ment se fait-il donc que nous ne sommes en arrière sur rien ? Plusieurs chemins mènent à la victoire : les vrais amis de la nature et de la vérité arrivent en foule de toutes les parties de la République, et par des routes différentes, sur le sommet élevé de l'immortelle *Montagne* ! Les uns s'y sont élancés brusquement, pressés de jouir des brillants tableaux qui se développent de toutes parts, et du spectacle sublime qui frappe les regards à l'horizon de sa cime ! Nous partageons ce bonheur avec nos frères : nous sommes sur le sommet du rocher ! mais en gravissant cette partie du nord de la *Montagne* à travers des épines et des herbes empoisonnées que nos mains arrachent sans cesse à mesure qu'elles renaissent ; nous nous sommes plu à mi-côte à admirer les fleurs variées, les plantes utiles et les arbres chargés de fruits qui y croissent et l'embellissent !

Nous sommes nous démentis un moment depuis la fuite honteuse des féroces Autrichiens ? N'avons-nous pas depuis encore fait arrêter le perfide Miaczinsky, et nos portes se sont-elles ouvertes au traître Dumouriez ? Sommes-nous souillés de projets de fédéralisme ? et n'avons-nous pas rejeté ces idées destructives avec toute l'horreur qu'elles inspirent aux hommes vraiment libres et républicains ? Avons-nous rien fait, enfin, qui ne doive nous concilier l'estime des vrais amis de la Patrie ? Qu'il le dise donc à haute voix et au grand jour, celui qui veut nous inculper ; qu'il prouve des faits contre cette commune : nous l'en défions devant la République entière. Sans doute, législateurs, il est encore parmi nous des ennemis cachés de la chose publique, de vils égoïstes qui ne connoissent que l'ambition et l'or : nous les méprisons sans les craindre ; nous les arrêtons dès qu'ils sont connus, et le glaive de la loi les frappe dès qu'ils sont coupables.

Quel coin de la République en est entièrement purgé ? N'en découvre-t-on pas encore tous les jours dans les campagnes et dans les grandes cités ? Nous assimilons ceux qui traînent dans les ténèbres à ces lâches calomnieux souterrains, qui osent vous dire, citoyens représentans qu'il y a plus d'aristocratie que de patriotisme dans cette commune. Le véritable amour de la patrie se montre ici partout, et ils ne le voient point ! ces individus si difficiles, sans doute ne sortent point de leurs chambres, ou bien ils ressemblent à ces hommes qui, totalement dépourvus de goût, passent auprès des productions du génie sans les apercevoir, et sans en être émus, s'ils y arrêtent un moment de stupides regards ! Que ne viennent-ils voir nos fêtes patriotiques quand nous avons des succès ! que n'ont-ils vu la fête brillante que nous avons célébrée le décadi 10 nivôse, à la nouvelle de la prise de Toulon ! ils y auroient vu l'enthousiasme public poussé jusqu'à l'ivresse ; mais ils ne veulent rien voir que le mal qu'ils voudroient nous faire. Nous plaçons sur la même ligne le calomnieux et le contre-révolutionnaire, et nous mettons la calomnie au rang des crimes : c'est ainsi, législateurs, que vous la regardez vous-mêmes. Nous aimons bien que l'on nous conduise, mais nous voulons toujours voir où l'on nous mène.

Enfin, nous vous répétons, représentans, les citoyens qui composent la commune de Lille sont républicains révolutionnaires ; seulement

(1) P.V., XXXIII, 271.

(2) P.V., XXXIII, 271-72.

(3) B<sup>4</sup>, 23 vent.

ils ne croient point, et ne croiront jamais, à la pureté des principes, au patriotisme de ceux qui leur parleront de vertus, et n'auront point de mœurs, de sobriété, quand leur table ressemblera à celle de Lucullus, de simplicité républicaine, quand avec un air constamment farouche et terrible, entourés de lâches flatteurs, ils décourageront le vrai patriote, le feront trembler même s'il est sensible, et feront sourire ainsi l'aristocrate incurable, en traînant à leur suite un luxe insultant pour le pauvre vertueux.

Que peuvent donc contre cette commune les vils calomnieux, quand les habitants de Lille ont à leur opposer des faits qui les honoreront toujours ? Vous ne croirez point à la calomnie, citoyens représentans ; nous, nous la mépriserons assez pour n'en plus parler davantage. Sentinelles vigilantes de l'un des premiers bastions de la République, les Lillois seront toujours dignes d'eux et mériteront toujours le poste qui leur est confié ; ils vous invitent à ne point désespérer, tant que la République triomphante ne soit reconnue par les tyrans qui veulent la détruire, et dont le premier supplice sera d'être forcés de l'admirer. »

[Non signé.]

## 9

La municipalité de Boitron, district d'Alençon, invite la Convention à rester à son poste et annonce qu'à la fête de Toulon cette commune a fait offrande à la patrie de l'argenterie de son église, qui fut portée au district, ainsi que le fer et le cuivre de la ci-devant église dédiée à la raison et aux lois : elle réclame un instituteur républicain, et dit que c'est aux lumières et à la sagesse du représentant du peuple Garnier (de Saintes), qu'elle est redevable de l'état de liberté où elle se trouve.

Mention honorable, insertion au bulletin (1).

## 10

L'agent national près le district de Besançon envoie à la Convention nationale copie de la délibération prise par les communes de Cendrey, Flagey, La Bretenière et Rougemontot, de ne professer d'autre culte que celui de la raison. Il annonce que des biens d'émigrés, estimés 85,108 liv., viennent d'être vendus 159,555 liv., et qu'il va être envoyé à la monnaie une quantité d'argenterie.

Mention honorable, insertion au bulletin (2).

## 11

Le capitaine, l'état-major et les citoyens composant l'équipage du vaisseau l'*Entreprenant*, rade de Brest, remercient la Convention nationale

du décret du 14 pluviôse, relatif aux capitaines et officiers commandant les vaisseaux et frégates de la République, et qui leur rend communes les peines portées contre les commandans des places fortes, qui se rendent sans avoir essayé de brèche.

Insertion au bulletin (1).

[Rade de Brest, 25 pluv. II. A la Conv.] (2).

Votre décret du 14 pluviôse relatif aux « Capitaines et officiers des vaisseaux de ligne de la République et aux capitaines et officiers, commandant les frégates et autres bâtiments et qui leur rend commun les peines portées contre les commandans des places fortes qui se rendent sans avoir essayé des brèches » ; ce décret vous acquière sans doute un droit de plus à la reconnaissance nationale ; acceptez, Citoyens représentans, notre portion de remerciements. Cette mesure sage et nécessaire doit infailliblement déjouer les projets de ces hommes faux qui, investis de notre confiance et appelés à nous commander, auroient été assez lâches pour fuir devant l'ennemi, sous prétexte qu'ils pouvoient alléguer impunément une infériorité de forces.

En effet, commandés naguères par des aristocrates nobles et fédéralistes, combien de fois n'avons-nous pas eu la douleur de les voir déshonorer le pavillon national, en évitant la présence de l'anglois, trop certains de notre courage et de notre dévouement à la cause de la liberté.

Nos chefs n'ayant plus d'autre espoir que de vaincre ou de mourir sur l'échaufaud, nous ne serons plus exposés à être victimes de la trahison.

Mais nous aimons à le croire il n'existe plus de traîtres parmi nos chefs puisque la Marine purgée, grâce à vos sages décrets, de ces scélérats de nobles et de fédéralistes est, et ne sera désormais confiée qu'à de vrais sans-culottes qui, en nous conduisant au combat, nous mèneront à la victoire.

Pour nous, Citoyens représentans, qui ne pouvons pas être trompés sur les sentiments qui nous animent, vous jurons qu'ils sont ceux de bons républicains qui, en présence de l'ennemi, ce vil anglois, ne balanceront jamais entre la honte d'être vaincus, et la gloire de périr en défendant jusqu'au dernier moment la cause de la Liberté.

Les papiers nous annoncent que les despotes nous demandent la paix ; permettez-nous de vous dire notre sentiment : accordons la paix aux peuples mais jamais aux despotes. »

BELLOT, SOUVILLE, GESTINS (*tim.*), QUÉMÉNES (*tim.*), POSTEL, HUET fils, LEVEYS, DUSERM, JAGU (*chirurgien*), LE FRANCO (*m<sup>tro</sup> tim.*), BARTHELEMY, Et. HAUCÉLIN, C. LE FRANCO (*cap<sup>e</sup> de v<sup>eau</sup>*), L. DUPAR, Jean DAUTRY, B. CHEVALIER, Fred. WILLEMS, Marc LAURENT, LEGARS, LOUIS GODAIS, LEMARCHAND, COLLIN, PIGOU, LELANDAIS, Aug. BAUDET, CRUC (*lieut.*), GUYON, CHENNAULT, DAVID, CORANTIN, PERROT, PILLOZ (*enseigne*), S. H. TREMENTIN, ONFRAY, MALLET, GADDEBLY,

(1) P.V., XXXIII, 272. B<sup>in</sup>, 24 vent. (1<sup>er</sup> suppl<sup>t</sup>) et 25 vent. (1<sup>er</sup> suppl<sup>t</sup>).

(2) P.V., XXXIII, 273. B<sup>in</sup>, 23 et 25 vent. (1<sup>er</sup> suppl<sup>t</sup>) ; *Ann. patr.*, p. 1951.

(1) P.V., XXXIII, 273. B<sup>in</sup>, 23 vent. ; M.U. XXXVII, 393.

(2) C 295, pl. 992, p. 19.